

La France veut sécuriser son approvisionnement en minerais stratégiques

« Matières premières minérales et stratégiques : la France cherche à avoir bonne mine », titre **L'Opinion** qui rapporte que Philippe Varin a remis hier à Barbara Pompili et Agnès Pannier-Runacher son rapport sur la sécurisation de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières minérales. Il formule plusieurs propositions pour améliorer l'indépendance de la France et de l'Europe. La réalité est que « les tensions vont s'accroître en raison d'un déséquilibre offre / demande », estime Philippe Varin, qui évoque aussi les risques politiques liés à la concentration de certains métaux entre quelques mains. Aujourd'hui, la France dépend à 90% de l'étranger pour son approvisionnement en matières premières minérales, déplore Agnès Pannier-Runacher, l'objectif est de descendre à 60 en investissant dans des mines responsables hors Union européenne, en recyclant davantage et en améliorant la connaissance des sous-sols européens, résume la ministre. Dans le détail, et suivant les recommandations du rapport Varin, un fonds d'investissement mêlant fonds publics et privés va être constitué. Le rapport Varin insiste aussi sur l'utilité de constituer des plateformes industrielles afin de localiser certaines étapes de la valeur ajoutée intermédiaire, comme le raffinage des métaux ou la fabrication des précurseurs. Autre piste retenue par le gouvernement?: la constitution d'un Observatoire des métaux critiques auprès du BRGM et en lien étroit avec le Comité stratégique de la filière mines et métallurgie. « Aujourd'hui, le BRGM est le meilleur connaisseur des sous-sols africains, et ce sont les Chinois qui en profitent », souligne un proche de Bercy. La France veut aussi travailler sur les compétences. Le plan d'investissement France 2030 a déjà budgété une enveloppe de 1 milliard d'euros pour renforcer la résilience du tissu industriel sur les chaînes d'approvisionnement en métaux. Dans ce cadre, les deux ministres ont annoncé, hier, l'ouverture d'un premier appel à projet dans ce domaine, précise le quotidien. Pour faciliter l'investissement dans ces secteurs, Agnès Pannier-Runacher et Barbara Pompili souhaitent que l'activité minière consacrée à la transition énergétique figure dans la taxonomie verte de Bruxelles. L'enjeu est clairement européen, mais après l'incorporation du gaz et du nucléaire, ce ne sera pas tâche facile, conclut le quotidien. (L'Opinion, p.3)